



Document final du quatrième forum des femmes eurasiennes

La ville de Saint-Pétersbourg,
Fédération de Russie

18-20 septembre 2024

Nous, les participants au quatrième Forum Eurasien des femmes, **réaffirmons** notre engagement à l'égard des documents fondamentaux dans le domaine de l'égalité des droits et de possibilités entre les hommes et les femmes, en particulier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 18 décembre 1979, la déclaration de Pékin et le programme d'action adoptés lors de la quatrième conférence mondiale des Nations unies sur les femmes, qui s'est tenue à Pékin du 4 au 15 septembre 1995, ainsi qu'à l'égard des objectifs de développement durable définis dans la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 25 septembre 1995.

Nous soutenons la mise en œuvre pleine et entière des objectifs de développement durable, avec pour priorité de lutter contre la faim et la pauvreté, et soutenons aussi les efforts du Groupe 20 visant à créer une alliance mondiale pour lutter contre la faim et éradiquer la pauvreté.

Nous soulignons que les femmes ont un rôle particulier à jouer dans la formation d'un nouvel ordre mondial multipolaire plus équitable, fondé sur les principes et normes du droit international généralement acceptés et inscrits dans la Charte des Nations Unies.

Nous réaffirmons notre engagement à accroître les efforts visant à préserver et à renforcer la santé de la population afin d'assurer à chacun une vie longue et en bonne santé, notant le rôle particulier et la participation des femmes à ces activités.

Nous soutenons le renforcement du rôle des femmes dans la mise en œuvre de programmes de prévention, ainsi que de programmes visant à accroître les connaissances en matière de santé publique, y compris dans le cadre des programmes de promotion de la santé des entreprises.

Dans le même temps, **nous exprimons notre préoccupation** face aux défis modernes dans le domaine de la sécurité internationale et régionale.

Nous constatons que le tableau géopolitique du monde subit actuellement des changements tectoniques rapides, qui déterminent la nécessité d'une transformation profonde de l'architecture de la gouvernance internationale et l'irréversibilité de la formation d'un ordre mondial multipolaire, dans le processus de formation duquel les femmes devraient jouer un rôle plus actif et plus important.

Nous sommes convaincus de l'interdépendance des destinées de tous les peuples et qu'aucun État n'a le droit d'assurer sa propre sécurité aux dépens de celle des autres États – une sécurité unique et indivisible est nécessaire pour tous.

Nous notons que la crise émergente du système de sécurité européen, sur fond d'aggravation croissante des contradictions régionales et internationales et d'accélération du processus de formation d'un monde multipolaire, confirme la nécessité de former un système de sécurité durable dans l'espace eurasien.

Nous identifions les problèmes qui affectent négativement l'exercice des droits des femmes et, par conséquent, entravent la réalisation de tous les objectifs de développement durable : les stéréotypes qui persistent dans la conscience publique sur le rôle insignifiant des femmes dans la société sont lentement éliminés ; les femmes restent sous-représentées dans les organes de décision ; les femmes sont les moins impliquées dans les secteurs de haute technologie de l'économie ; la finance, les services juridiques et les marchés de vente leur sont moins accessibles ; les femmes souffrent d'une mauvaise situation écologique et du changement climatique, du manque de nourriture et d'eau, des conflits armés et de la violence domestique.

Nous soutenons et continuons à mettre en œuvre les idées des précédents forums des femmes eurasiennes visant à renforcer l'interaction des femmes pour le développement durable et à renforcer le rôle des femmes pour relever les défis mondiaux.

Nous prenons en compte les documents et recommandations publiés après le troisième Forum eurasien des femmes, notamment le communiqué des Vingt des femmes adopté le 21 juillet 2022 dans la ville de Jakarta, ainsi que les résultats des événements internationaux organisés avec la participation du Conseil des le Forum Eurasien des femmes, y compris le premier Forum international « Les femmes dans les STEM », une session d'experts internationaux dans la ville d'Istanbul sur le sujet « Le leadership des femmes dans le développement des hautes technologies et des innovations dans l'industrie nucléaire », une session du Forum Eurasien des femmes dans le cadre dans le cadre du Forum économique international de Saint-Pétersbourg sur le thème « Nouvelles stratégies de développement : comment les mégatendances affectent le potentiel économique des femmes », Conférence internationale des compatriotes russes « Consolidation des associations de femmes et leur rôle dans les processus sociaux modernes », une session du Forum Eurasien des femmes dans le cadre du sommet Russie-Afrique.

Nous notons l'efficacité pratique des travaux des forums des femmes eurasiennes et le niveau élevé de mise en œuvre des documents finaux adoptés lors de ces forums, ce qui a permis de développer l'interaction entre les femmes dans le cadre d'autres forums internationaux, notamment le Congrès environnemental international Nevsky, le Forum économique international de Saint-Pétersbourg, le Forum économique oriental, le Forum international des femmes au Kazakhstan et d'autres.

Nous saluons la formation et le début des travaux de nouvelles associations de femmes, notamment l'Association eurasienne des femmes - dirigeantes régionales, la Fédération mondiale des femmes russophones, le Club des gagnants et des participants au concours APEC BEST AWARD pour les projets d'entrepreneuriat féminin.

On note :

le développement pratique réussi de l'Alliance des femmes d'affaires des BRICS en tant que plate-forme mondiale pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes parmi les

États membres de l'association et au-delà, et la tenue réussie par l'Alliance des femmes d'affaires des BRICS du Forum sur l'entrepreneuriat des femmes des BRICS ;

le travail efficace du Conseil du Forum des femmes eurasiennes, mise en œuvre de projets avec une participation internationale, y compris le programme éducatif « Femme Leader » ;

la publication d'histoires de femmes qui ont réussi sur le portail du Forum des femmes eurasiennes ;

le travail d'un mécanisme coordonnant l'interaction entre le Forum des femmes eurasiennes et le G20 des femmes dans le cadre du forum ;

la formation d'une communauté de femmes scientifiques, la création du prix « Jeune médecine » et l'émergence de la nomination au prix « Femme scientifique » ;

la création du Conseil international pour le soutien et le développement des femmes dans l'industrie et la technologie, élargissant le nombre de ses membres à 12 pays participants ;

la création d'une plateforme environnementale du Forum Eurasien des femmes et des communautés professionnelles de femmes : dans l'industrie légère, les industries de haute technologie, les industries minières.

Nous sommes sûres et certaines que les réalisations susmentionnées contribuent à renforcer l'égalité et la justice, à accroître la participation des femmes et à renforcer leur rôle dans le développement de la société, ainsi qu'à réaliser le potentiel des femmes dans la résolution de tâches stratégiques dans toutes les sphères de la société.

Le Quatrième Forum Eurasien des femmes a démontré une fois de plus la contribution des femmes au développement de la coopération humanitaire, a montré l'importance du potentiel créatif des cultures de tous les peuples, y compris leurs signification unificatrice et civilisationnelle.

Nous soutenons la poursuite de la mise en œuvre des initiatives et des projets du Forum Eurasien des femmes et des associations de femmes créées en marge de celui-ci.

Sur la base des résultats des discussions du forum et en tenant compte des réalités actuelles :

Nous appelons les Etats, les organisations internationales et les associations publiques nationales à :

élargir la pratique consistant à promouvoir la représentation des femmes aux postes de direction, y compris dans la fonction publique conformément à leurs compétences, encourager l'activité économique et commerciale des femmes, la participation des femmes à la recherche scientifique et au développement de l'entrepreneuriat féminin ;

continuer à créer les conditions nécessaires à la participation des femmes aux activités des institutions publiques et soutenir leur activité civique ;

continuer à prendre des mesures pour protéger les femmes et les enfants contre la violence domestique, promouvoir un accès juste et égal aux services de santé et à la sécurité sociale ;

promouvoir des garanties supplémentaires pour la protection de la famille, de la maternité et de l'enfance ;

continuer à accorder une attention particulière aux dispositions législatives relatives aux droits politiques, économiques, sociaux et culturels des femmes ;

attirer l'attention du public sur les réalisations des femmes dans divers domaines de la connaissance scientifique, la création de technologies, produits et services innovants nécessaires pour améliorer la qualité de vie des citoyens et répondre aux priorités nationales des États ;

utiliser activement l'expérience mondiale avancée pour garantir l'accès des femmes à l'éducation, créer des opportunités pour préserver les valeurs familiales traditionnelles et développer la carrière scientifique des jeunes chercheurs, en combinant responsabilités familiales et carrières professionnelles pour les femmes ;

continuer à promouvoir le dialogue entre les États sur les questions d'amélioration de la condition de la femme, en tenant compte de la nécessité de soutenir et de préserver le patrimoine religieux et culturel des peuples du monde.

Nous notons que le facteur clé pour assurer le développement durable devrait devenir le souci de la santé et du bien-être des femmes et des enfants, la lutte contre la pauvreté et la faim, la préservation de la santé publique et d'une éducation accessible à tous, la lutte contre les inégalités et d'autres problèmes sociaux dont dépend la solution de l'avenir de chaque individu, de la société et de l'État.

Nous proposons d'utiliser plus activement les mécanismes existants des Nations Unies pour la réalisation des droits des femmes.

Nous exprimons notre intérêt à développer des relations entre les États fondées sur les principes de bon voisinage et de respect mutuel, ainsi que notre volonté de travailler ensemble pour garantir des conditions égales pour une paix véritable et durable, comme garantie de protection contre toute menace.

Nous notons la nécessité d'élargir davantage la participation des femmes à la prévention et au règlement des situations de conflit, ainsi qu'au maintien de la paix, à la reconstruction après un conflit et au travail de maintien de la paix.

Nous attirons l'attention sur la nécessité d'assurer un dialogue global et constructif entre les organisations et associations de femmes avec la communauté universitaire, les représentants des entreprises, la société civile et les gouvernements des pays du monde entier dans le cadre du Forum eurasiatique des femmes.

Nous déclarons le désir des femmes d'apporter une contribution significative à la formation d'un monde multipolaire fondé sur le respect mutuel, afin d'assurer un avenir stable et prospère à tous les peuples.

Nous préconisons de relever les défis de la faim et de la pauvreté et soutenons les efforts déployés par le Groupe 20 pour mettre en place une alliance mondiale en vue de lutter contre la faim et d'éradiquer la pauvreté.

Nous soulignons l'importance d'accroître la participation des femmes et de renforcer leur rôle dans les activités des organisations internationales.

Nous sommes sûres et certaines que les femmes peuvent apporter une contribution significative à la paix, à la sécurité et à la stabilité dans les pays de la région eurasiatique.

Nous soulignons la nécessité de développer un système équitable de gouvernance mondiale, dans lequel aucun pays ou groupe de pays ne pourrait suspendre ou restreindre le développement d'autres États dans le but de les priver d'un avenir meilleur.

Nous considérons comme inacceptable la politique de sanctions contre d'autres pays ; elle déstabilise l'économie mondiale, aggrave la situation de la population, en particulier des femmes et des enfants, entrave le développement de la science mondiale et de la coopération

universitaire internationale, et **appelons** également à la condamnation des mesures restrictives contre les parlementaires, y compris les femmes parlementaires.

Nous sommes favorables à la fin de la politique de sanctions unilatérales afin d'éviter l'exacerbation des problèmes et des crises mondiales.

Nous considérons inacceptable le néocolonialisme sous toutes ses formes et soutenons le désir des peuples des pays en développement d'indépendance politique et économique, de choix indépendant de la voie du développement.

Nous appelons au respect de la diversité culturelle aussi qu'au développement du dialogue interethnique et interreligieux.

Nous appelons au respect de la mémoire historique des peuples et **considérons comme inacceptable** la falsification de l'histoire sous toutes ses formes, y compris les tentatives de révision des résultats de la Seconde Guerre mondiale et la glorification du nazisme.

Nous déclarons notre ferme condamnation du terrorisme comme l'une des menaces les plus dangereuses pour la sécurité mondiale.

Nous déclarons l'importance de protéger les valeurs spirituelles et morales traditionnelles fondées sur les idéaux d'humanisme, de miséricorde, de valeur de la vie humaine et de la famille, d'entraide et de respect mutuel.

Nous proposons d'élargir la tenue du concours « Les femmes pour la préservation des traditions » au niveau international.

Nous appelons les gouvernements de nos pays à prendre toutes les mesures possibles pour protéger et renforcer l'institution de la famille, de la maternité et de l'enfance, la protection sociale des femmes, la protection de leur santé et le soutien aux femmes dans les situations difficiles.

Nous exprimons notre soutien au développement et au financement d'initiatives visant à renforcer l'entrepreneuriat féminin. **Nous appelons** à la création de centres internationaux spécialisés qui fournissent de l'aide méthodologique aux femmes qui possèdent leur propre entreprise. **Nous proposons** de créer un réseau mondial d'incubateurs d'entreprises féminines pour fournir aux femmes un accès aux ressources, aux connaissances et aux marchés nécessaires.

Nous notons la contribution importante des femmes entrepreneurs à la restauration et au développement de l'économie mondiale, à l'amélioration du bien-être de la population et **appelons** les gouvernements de tous les pays à promouvoir l'entrepreneuriat féminin.

Nous soutenons l'organisation de « salons - retraites » régulières sur les plateformes internationales pour échanger les meilleures pratiques en matière d'autonomisation des femmes aux niveaux national et corporatif.

Nous encourageons les campagnes nationales et internationales visant à promouvoir les réussites des femmes par le biais de projets médiatiques dans les médias.

Nous encourageons les prix et les concours nationaux et internationaux, les hackathons et la création d'accélérateurs pour stimuler le développement de projets menés par des femmes sur des questions d'actualité dans les domaines de la science, de l'économie et de la société.

Nous exprimons notre intérêt :

pour le développement de plateformes en ligne afin d'assurer une communication internationale durable entre les femmes professionnelles et de partager leurs expériences professionnelles ;

pour l'organisation de missions d'affaires dans d'autres pays avec la participation de femmes professionnelles afin de partager des expériences, d'apprendre les meilleures pratiques et de développer des relations internationales.

Nous encourageons la recherche pour suivre la situation de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le monde et dans les différents pays.

Nous appelons au développement de la coopération avec les entreprises technologiques afin d'intégrer les pratiques d'entreprise pour soutenir les femmes professionnelles dans le monde des affaires.

Nous encourageons la collaboration entre les femmes issues de différents domaines scientifiques et industriels afin de créer des solutions multidisciplinaires.

Nous appelons

au développement et à l'expansion de programmes internationaux visant à soutenir les femmes dans les secteurs de haute technologie de l'économie, y compris l'éducation STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques) ;

au développement de la coopération avec les universités pour créer un environnement éducatif accessible aux filles dans les domaines STEM ;

à la mise en place de programmes de tutorat dans les professions où il y a une pénurie de femmes professionnelles.

Nous recommandons l'organisation d'un concours mondial visant à accroître la participation des femmes aux programmes d'éducation et de recherche, ainsi qu'à soutenir et à promouvoir les femmes mentors dans ces domaines.

Nous invitons tous les pays et organisations internationales intéressés à développer des programmes internationaux visant à éliminer les inégalités entre les sexes dans l'accès aux technologies numériques et à l'éducation en ligne, en particulier dans les pays en développement. Le monde moderne nécessite des compétences numériques et il est important de garantir que les femmes aient un accès égal aux ressources pertinentes.

Nous soulignons la nécessité du développement de l'économie créative et exprimons notre soutien aux femmes participant aux industries créatives dans le contexte de l'expansion de leur emploi, de la réalisation du potentiel créatif et de la croissance économique. **Nous reconnaissons** la contribution des femmes au développement de l'économie créative et **proposons** la création d'un forum international dédié à la participation des femmes dans les industries créatives, dans le but de discuter des modèles commerciaux réussis, d'identifier les opportunités mondiales de croissance et d'éliminer les obstacles.

Nous notons la mise en œuvre effective en Russie, sous les auspices du Forum des femmes eurasiennes, du projet public « Bouclier préventif du pays », qui vise à réduire le fardeau des maladies non transmissibles et à améliorer les connaissances de la population en matière de santé. Dans le cadre de ce projet, plus de 130 000 personnes en Russie ont pris des « dictées préventives », plus de 3 500 personnes ont subi des examens et reçu des consultations de spécialistes médicaux, et plus de 50 événements ont été organisés. **Nous proposons** d'étendre l'expérience de ce projet, y compris dans les pays BRICS, avec le soutien de L'Alliance des femmes d'affaires des BRICS et du forum des femmes d'affaires des BRICS sur la base d'un plan élaboré conjointement.

Nous soutenons la proposition exprimée lors du Forum d'établir un système de certification des médicaments dans les pays membres des BRICS.

Nous considérons qu'il est nécessaire de créer une alliance internationale pour soutenir la santé des femmes, visant à promouvoir des programmes de prévention des maladies, à améliorer l'accès aux services médicaux et à l'information, ainsi qu'à développer des méthodes innovantes pour soutenir la santé mentale. Une attention particulière devrait être accordée aux questions de santé reproductive, car l'accès au soutien gouvernemental dans ce domaine est encore limité dans un certain nombre de pays.

Nous appelons à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies nationales et internationales visant à créer les conditions nécessaires à la participation des femmes dans toutes les sphères de la société, notamment en augmentant la représentation des femmes dans les organes gouvernementaux et aux postes de direction dans les secteurs des entreprises et du secteur public. **Nous préconisons** l'introduction de programmes de développement du leadership pour les femmes, dès l'école et l'université.

Nous appelons à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies mondiales visant à éliminer l'écart salarial entre hommes et femmes et à améliorer les conditions de travail. Il est important que les femmes, qui constituent une part importante de la main-d'œuvre mondiale, bénéficient de droits et de chances égaux sur le marché du travail.

Nous soulignons l'importance de la participation active des femmes à la résolution des problèmes mondiaux. **Nous appelons** tous les gouvernements du monde entier et organisations internationales à soutenir ces initiatives et à coopérer dans leur mise en œuvre pour parvenir à un développement social durable et à un avenir juste.

Nous déclarons notre intention de renforcer la coordination et l'interaction des organisations de femmes de différents pays afin d'apporter une contribution à la garantie de la stabilité et de la paix dans l'espace eurasiatique et de développer la coopération dans ce sens entre le Forum des femmes eurasiatiques et des organisations et associations internationales intéressées.

Nous considérons qu'il est nécessaire que les femmes participent activement à la résolution des problèmes environnementaux mondiaux, notamment les questions du changement climatique et de la conservation des ressources naturelles. Nous soutenons l'organisation d'un concours de projets environnementaux par des femmes des pays BRICS. **Nous recommandons** la mise en œuvre de programmes et d'initiatives d'éducation et de sensibilisation visant à accroître la conscience environnementale des femmes et à soutenir leur participation à des projets environnementaux de développement durable.

Nous soutenons la proposition formulée lors du quatrième forum des femmes eurasiatiques de créer un groupe de travail international sur la sécurité alimentaire.

Nous appelons à promouvoir l'expansion des possibilités d'utilisation pratique des plateformes électroniques spécialisées éducatives afin d'augmenter le niveau de connaissances dans le domaine de l'agriculture moderne des étudiants et des enseignants des établissements d'enseignement de l'enseignement professionnel supérieur, formant des spécialistes du secteur agricole. de l'économie de la Fédération de Russie, ainsi que de créer les conditions d'échange d'expériences entre les participants à de tels programmes éducatifs.

Nous appelons au renforcement du rôle des formats interétatiques basés sur des approches collectives du développement international, ainsi qu'à l'élargissement de la coopération des femmes au sein des BRICS, de l'EAEU, de la CEI, de l'OCS, à leur

participation active à l'établissement d'une interaction directe entre les États, au renforcement des partenariats entre des organisations et associations telles que l'EAEU, les BRICS et l'OCS.

Nous appelons à l'organisation de concours annuels avec la participation de femmes entrepreneurs des économies de l'Asie-Pacifique dans le cadre du forum de coopération économique Asie-Pacifique, ainsi qu'au développement des activités du Club international des femmes entrepreneurs de l'APEC.

Nous soulignons l'importance de renforcer la coopération dans un esprit de compréhension mutuelle et de confiance dans un format interétatique multilatéral pour répondre aux défis mondiaux, visant à créer un ordre mondial juste, démocratique et durable ; **nous notons** la nécessité de dépolitiser les relations économiques internationales et de respecter le droit des États à choisir la voie nationale de développement.

Nous appelons tous les États à respecter strictement le principe de l'égalité souveraine, quel que soit leur niveau de développement politique et économique.

Nous appelons à l'amélioration du travail de la Fédération mondiale des femmes russophones.

Nous pensons qu'il est nécessaire de renforcer la coopération entre les États d'Eurasie pour garantir la sécurité et empêcher l'aggravation des lignes de division, des conflits, de la présence militaire extrarégionale et de la création de menaces pour d'autres États de la région.

Nous appelons toutes les organisations féminines progressistes du monde à s'engager activement dans des activités visant à instaurer un ordre mondial juste, fondé sur la coexistence de différentes cultures et civilisations, l'équilibre des pouvoirs et les intérêts de tous les membres de la communauté internationale.

Nous soulignons l'importance de renforcer les liens entre les organisations de femmes de différents pays. **Nous proposons** de créer une plateforme mondiale pour l'échange de bonnes pratiques et de solutions, et la mise en œuvre d'initiatives visant à autonomiser les femmes.

Nous proposons d'explorer la possibilité de créer une nouvelle filière éducative du programme « Femme Leader » pour les femmes des pays BRICS.

Nous soutenons la proposition visant à créer le titre d'« Ambassadeur du Forum eurasien des femmes » et **chargeons** le Conseil du Forum eurasien des femmes d'étudier la possibilité de mettre en œuvre cette proposition.

Nous exprimons notre gratitude aux organisateurs du Forum - le Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie et l'Assemblée interparlementaire des États membres de la Communauté des États indépendants - pour le succès de la tenue du quatrième Forum des femmes eurasiennes.